



ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (C.O.S)

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Avenue du Parc
2 le Campus
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

COMITE DES ŒUVRES SOCIALES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Nos contrôles ont notamment porté sur la régularité de la comptabilisation en produits des subventions ainsi que des contributions des agents ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux membres de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 31 mai 2018

Le commissaire aux comptes

EXPONENS



Stéphane CUZIN

Associé

BILAN ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
	Montant brut	Amortissements & dépréciations	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Matériel informatique	999,00	920,38	78,62	411,62
Total immobilisations corporelles	999,00	920,38	78,62	411,62
Titres-immeubles temps partagé	175 147,30	148 383,65	26 763,65	0,00
Parts Crédit Mutuel	15,00	0,00	15,00	15,00
Prêts d'honneurs	1 245,30	1 245,30	0,00	180,00
Aides remboursables	12 676,37	1 017,00	11 659,37	8 316,30
Prêts sociaux	853,41	853,41	0,00	505,04
Prêts santé-handicap	6 075,03	0,00	6 075,03	12 522,10
Prêts immobiliers	77 242,07	979,72	76 262,35	105 168,94
Prêts logements	945,42	0,00	945,42	1 797,90
Prêts amélioration de l'habitat	47 857,03	0,00	47 857,03	62 934,76
Prêts équipement 1ère nécessité	1 671,43	0,00	1 671,43	1 510,71
Prêts réparation véhicule	2 461,89	0,00	2 461,89	4 498,39
Dépôts&cautionnements versés	52 884,06	0,00	52 884,06	52 894,41
Total immobilisations financières	379 074,31	152 479,08	226 595,23	250 343,55
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	380 073,31	153 399,46	226 673,85	250 755,17
ACTIF CIRCULANT				
Fournisseurs - avances	57 210,80	0,00	57 210,80	40 408,00
Agents COS	161 402,73	0,00	161 402,73	201 986,87
Créance/Conseil Départemental	86 217,12	0,00	86 217,12	149 333,61
Créance/CAF	88 340,69	0,00	88 340,69	93 482,05
Titres de placements	70 325,10	0,00	70 325,10	424 342,76
Livrets Association	948 971,49	0,00	948 971,49	562 063,26
Banques et caisse	135 798,11	0,00	135 798,11	24 206,89
Charges constatées d'avance	30 102,17	0,00	30 102,17	66 178,36
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 578 368,21	0,00	1 578 368,21	1 562 001,80
TOTAL GENERAL	1 958 441,52	153 399,46	1 805 042,06	1 812 756,97

BILAN PASSIF	Exercice au 31/12/2017	Exercice au 31/12/2016
FONDS PROPRES		
Valeur nette comptable au 1 janvier 1990	900 540,21	900 540,21
Apport sans droit de reprise	43 198,62	43 198,62
Report à nouveau	196 886,58	579 896,13
Résultat de l'exercice	427,15	-383 009,55
TOTAL FONDS PROPRES	1 141 052,56	1 140 625,41
DETTES		
Dépôts reçus pour FDR crèche	52 000,00	52 000,00
Fournisseurs	10 917,92	29 782,08
Agents COS	191 843,19	239 945,70
Etat, IS	4 212,00	7 094,00
Dettes /SDIS	39 902,46	20 745,88
Autres créanciers	25 309,03	1 156,00
Produits constatés d'avance	339 804,90	321 407,90
TOTAL DETTES	663 989,50	672 131,56
TOTAL GENERAL	1 805 042,06	1 812 756,97

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS		
Subventions	2 213 846,40	1 818 825,16
Participations des agents	637 772,00	545 263,60
Produits divers	8 454,00	6 241,00
Reprise de provisions&Transferts de charges	26 795,23	34 410,91
Total des produits	2 886 867,63	2 404 740,67
CHARGES		
Achat petit matériel	0,00	418,80
Services extérieurs	12 770,24	11 644,41
et Autres Services extérieurs	47 399,66	52 412,41
Impôts et taxes	0,00	0,00
Charges de personnel	358 554,26	365 326,40
Autres charges de gestion	2 476 814,75	2 368 765,82
Dotations aux amortissements	333,00	333,00
Dotations aux provisions	1 197,00	0,00
Total des charges	2 897 068,91	2 798 900,84
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-10 201,28	-394 160,17
Produits financiers	14 276,85	29 058,16
Charges financières	-0,25	-0,02
RESULTAT FINANCIER	14 276,60	29 058,14
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	4 075,32	-365 102,03
Produits exceptionnels	2 541,56	18 858,12
Charges exceptionnelles	-1 977,73	-29 671,64
RESULTAT EXCEPTIONNEL	563,83	-10 813,52
Impôt sur les sociétés	-4 212,00	-7 094,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	427,15	-383 009,55

Contributions volontaires en nature	Exercice 2017	Exercice 2016
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>		
Fournitures administratives & mobilier	213,06	1 982,03
Travaux d'imprimerie	1 422,97	2 063,34
Frais de fonctionnement des bureaux	3 623,04	3 006,96
Affranchissements	12 172,79	14 286,65
Frais téléphoniques (estimation)	1 700,00	1 700,00
	19 131,86	23 038,98
<i>Mise à disposition gratuite de locaux</i>		
Bureaux bâtiment E	25 960,44	25 409,21
Total des contributions	45 092,30	48 448,19

ANNEXE

Application des conventions comptables

Les comptes de l'exercice 2017 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - indépendance des exercices.
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des changements de présentation indiqués ci-après.
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Convention portant sur la mise à disposition de locaux, matériel et fournitures de prestations

Le Conseil Départemental du Val d'Oise met gratuitement à la disposition du C.O.S. pour ses activités administratives :

- des locaux à usage de bureaux, soit 138,50 m²
- l'entretien, l'assurance des bâtiments et la fourniture d'électricité et de chauffage
- la fourniture de prestations de services
- l'équipement en mobilier, matériel et fournitures de bureau.

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants de l'Association ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions d'administration.

BILAN ACTIFInformation sur l'actif immobilisé.

Tableau de l'actif immobilisé	Au 01/01/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Matériel informatique	999,00	0,00	0,00	999,00
Immobilisations corporelles	999,00	0,00	0,00	999,00
Titres-immeubles temps partagé	175 147,30	0,00	0,00	175 147,30
Participation Crédit Mutuel	15,00	0,00	0,00	15,00
Titres & Participations	175 162,30	0,00	0,00	175 162,30
Prêts d'honneur	1 245,30	0,00	0,00	1 245,30
Aides remboursables	8 316,30	13 208,54	-8 848,47	12 676,37
Prêt social	1 390,03	0,00	-536,62	853,41
Prêts santé handicap	12 522,10	3 350,00	-9 797,07	6 075,03
Prêts Immobiliers	106 148,66	13 000,00	-41 906,59	77 242,07
Prêts logements	1 797,90	900,00	-1 752,48	945,42
Prêts amélioration habitat	62 934,76	16 383,54	-31 461,27	47 857,03
Prêts équipement 1ère nécessité	1 510,71	2 800,00	-2 639,28	1 671,43
Prêts réparation véhicule	4 498,39	1 151,10	-3 187,60	2 461,89
Prêts	200 364,15	50 793,18	-100 129,38	151 027,95
Dépôts & cautions versés	52 894,41	34,19	-44,54	52 884,06
Total de l'actif immobilisé	429 419,86	50 827,37	-100 173,92	380 073,31

Tableau des dépréciations des actifs	Au 01/01/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Titres-immeubles temps partagé	175 147,30	0,00	-26 763,65	148 383,65
Prêts d'honneur	1 065,30	180,00	0,00	1 245,30
Aides remboursables	0,00	1 017,00	0,00	1 017,00
Prêts sociaux	884,99	0,00	-31,58	853,41
Prêts immobiliers	979,72	0,00	0,00	979,72
Total des dépréciations	178 077,31	1 197,00	-26 795,23	152 479,08

Tableau des amortissements	Au 01/01/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2017
Matériel informatique	587,38	333,00	0,00	920,38
Amortissement linéaire sur 3 ans				
Total des amortissements	587,38	333,00	0,00	920,38

COMPTE DE RESULTAT

Information sur les opérations portant sur les titres immeubles en temps partagé.

Titres-immeubles temps partagé	Acomptes sur liquidation	Reprise provisions
<i>LA CLUSAZ</i> Liquidation en cours de la SCI	23 495,47	23 291,37
<i>COURCHEVEL</i> Liquidation en cours de la SCI	1 813,56	3 472,28
	25 309,03	26 763,65

Les provisions pour dépréciation constituées à hauteur de 100% de la valeur des parts détenues ont fait l'objet de reprises au compte de résultat en fonction des informations connues au moment de l'établissement du bilan. L'association a perçu en janvier 2018 un acompte de 1.658,72€ sur liquidation sur parts de Courchevel.

Information sur les créances irrécouvrables.

Créances irrécouvrables	
Prêts aux agents	1 977,63
	1 977,63

Compte de résultat analytique

" Gestion de la Crèche interentreprises de Cergy Saint-Christophe"

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE		2017	2016
PRODUITS			
Subventions du Conseil Départemental		131 758,00	139 821,40
Subventions du Conseil Départemental - à régulariser		-0,10	-900,20
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N-1	441,43	-6 218,94
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N	-64 297,85	-68 252,74
Total Conseil Départemental		67 901,48	64 449,52
Subventions du SDIS		39 527,00	41 946,42
Subventions du SDIS à régulariser		0,34	-270,06
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N-1	132,43	-1 865,68
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N	-19 289,35	-20 475,82
Total SDIS		20 370,42	19 334,86
Subvention CAF -13 berceaux	ajustement exercice N-1	-573,86	8 084,62
Subvention CAF -13 berceaux	dotation exercice N	83 587,20	88 728,56
Subvention CAF -axe de coordination	dotation exercice N	4 753,49	4 753,49
Total CAF		87 766,83	101 566,67
Total des produits d'exploitation		176 038,73	185 351,05
CHARGES			
Facturation Babilou			
10 berceaux CG 95		131 757,90	138 921,20
3 berceaux SDIS		39 527,34	41 676,36
Total des charges d'exploitation		171 285,24	180 597,56
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT		4 753,49	4 753,49

Compte de résultat analytique**"Gestion de l'indemnité prestation-repas"**

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS		
Subventions du Conseil Départemental - à recevoir	219 226,58	218 486,55
Reprises de provisions pour risques d'irrecouvrabilité	0,00	2 178,02
Total des produits d'exploitation	219 226,58	220 664,57
CHARGES		
Indemnités "Prestation-repas" - à verser	217 042,95	218 603,29
Indemnités "Prestation-repas" complément exercice N-1	2 183,63	1 340,85
Créances irrécouvrables sur exercices antérieurs	0,00	720,43
Total des charges d'exploitation	219 226,58	220 664,57
Résultat de fonctionnement	0,00	0,00

Compte de résultat analytique

"Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie"

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE		Exercice 2017
PRODUITS		
Subvention CD 95 - DPA	<i>reçue en 2017</i>	10 000,00
Subvention CD 95 - DPA	<i>report sur 2018</i>	-6 239,00
Participation des bénéficiaires		600,00
Total des produits d'exploitation		4 361,00
CHARGES		
Sortie du 09/11/2017		
Prestations extérieures		3 977,00
Frais de fonctionnement		384,00
Total des charges d'exploitation		4 361,00
Résultat de fonctionnement		0,00